



H. AUDIT

COMMISSARIAT AUX COMPTES
AUDIT LÉGAL ET CONTRACTUEL



Cré@vallée Nord - 371, boulevard des Saveurs
CS30001 - 24059 PÉRIGUEUX Cedex
Tél. : 05 53 08 88 88
Email : hoche@hoche.com

www.hoche.com

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice 2023***

ARAVIC France VICTIMES 19
Exercice clos le 31 Décembre 2023

Ce rapport contient 19 pages

6 rue René Martrenchar
33150 CENON
Tél. : 05 57 54 33 70

2 allée Alan Turing
63170 AUBIERE
Tél. : 04 73 92 54 47

40, rue Lauriston
75116 PARIS
Tél. : 05 53 08 88 88

371 boulevard des Saveurs
24059 PÉRIGUEUX
Tél. : 05 53 08 88 88

13 rue de Lourdes
31300 TOULOUSE
Tél. : 05 53 08 88 88

H. AUDIT - SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES, INSCRITE SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RATTACHÉE À LA CRCC DE BORDEAUX
SAS AU CAPITAL DE 30 000 € - RCS PÉRIGUEUX 489 993 360 - SIRET 439 993 360 00069 - APE 6920Z

BORDEAUX • CLERMONT-FERRAND • PARIS • PÉRIGUEUX • TOULOUSE

ARAVIC France VICTIMES 19

Siège social : 1 Avenue Léo Lagrange 19100 BRIVE-LA-GAILLARDE

A l'assemblée générale l'association ARAVIC France Victimes 19,

OPINION

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre Assemblée générale du 07 Juillet 2024 dans le cadre des dispositions de l'article L.820-3-1 du code de commerce nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARAVIC France VICTIMES 19, relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les documents adressés aux membres de l'association ne nous ont pas été communiqués.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PERIGUEUX,
Le 6 Juin 2025

Le Commissaire aux comptes
H. AUDIT



Catalyne BOUTY
Associée

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES:						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES:						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	77 925	45 602	32 324	8,16	40 987	12,72
Immobilisations grevées de droit						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances & acomptes sur immobilisations corporelles						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES:						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	1 400		1 400	0,35	1 400	0,43
TOTAL (I)	79 325	45 602	33 724	8,51	42 387	13,16
STOCKS ET EN COURS:						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens et services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Créances usagers et comptes rattachés	75 729		75 729	19,11	93 506	29,03
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	114		114	0,03	2 132	0,66
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres	39 936		39 936	10,08	23 747	7,37
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	246 781		246 781	62,27	160 328	49,78
Charges constatées d'avance						
TOTAL (II)	362 560		362 560	91,49	279 713	86,84
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF	441 885	45 602	396 284	100,00	322 100	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:				
FONDS PROPRES				
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	229 426	57,89	207 925	64,55
Résultat de l'exercice	-2 683	-0,67	21 501	6,68
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS				
-Fonds associatifs avec droit de reprise				
. Apports				
. Legs et donation				
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
-Ecart de réévaluation				
-Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
-Provisions réglementées				
-Droits des propriétaires (commodat)				
TOTAL(I)	226 743	57,22	229 426	71,23
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
TOTAL (II)				
FONDS DEDIÉS				
. Sur subventions de fonctionnement	86 000	21,70		
. Sur autres ressources				
TOTAL(III)	86 000	21,70		
DETTES				
Emprunts et dettes assimilées				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 336	3,11	9 550	2,96
Autres	43 872	11,07	43 682	13,56
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	27 333	6,90	39 443	12,25
TOTAL(IV)	83 541	21,08	92 674	28,77
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF	396 284	100,00	322 100	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT				Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
	France	Exportation	Total	%		Total	%		Variation	%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:											
Ventes de marchandises											
Production vendue de biens											
Prestations de services	168 553		168 553	100,00		181 793	100,00		-13 240		-7,27
Montants nets produits d'expl.	168 553		168 553	100,00		181 793	100,00		-13 240		-7,27
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION:											
Production stockée											
Production immobilisée											
Subventions d'exploitation			357 098	211,86		217 474	119,63		139 624		64,20
Cotisations			15 865	9,41		8 475	4,66		7 390		87,20
(+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs											
Autres produits			866	0,51		199	0,11		667		335,18
Reprise sur provisions, dépréciations											
Transfert de charges			1 280	0,76		7 454	4,10		-6 174		-82,82
Sous-total des autres produits d'exploitation			375 109	222,55		233 601	128,50		141 508		60,58
Total des produits d'exploitation (I)			543 662	322,55		415 394	228,50		128 268		30,88
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun											
Exédent transféré (II)											
PRODUITS FINANCIERS:											
De participations											
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif											
Autres intérêts et produits assimilés			2 239	1,33		255	0,14		1 984		778,04
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges											
Différences positives de change											
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement											
Total des produits financiers (III)			2 239	1,33		255	0,14		1 984		778,04
PRODUITS EXCEPTIONNELS:											
Sur opérations de gestion											
Sur opérations en capital						4 005	2,20		-4 005		-100,00
Reprises sur provisions et transferts de charges											
Total des produits exceptionnels (IV)						4 005	2,20		-4 005		-100,00
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			545 900	323,87		419 655	230,84		126 245		30,08
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT			-2 683	-1,58					-2 683		N/S
TOTAL GENERAL			548 583	325,47		419 655	230,84		128 928		30,72
CHARGES D'EXPLOITATION:											
Achats de marchandises											
Variations stocks de marchandises											
Achats de matières premières et autres approvisionnements											
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements											
Autres achats non stockés			8 666	5,14		7 807	4,29		859		11,00
Services extérieurs			90 820	53,88		48 822	26,86		41 998		86,02
Autres services extérieurs			31 045	18,42		31 619	17,39		-574		-1,81
Impôts, taxes et versements assimilés			3 170	1,88		3 232	1,78		-62		-1,91
Salaires et traitements			247 826	147,03		222 094	122,17		25 732		11,59
Charges sociales			69 037	40,96		74 273	40,86		-5 236		-7,04
Autres charges de personnel											
Subventions accordées par l'association											

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
.Sur immobilisations : dotation aux amortissements	8 664	5,14	9 975	5,49	-1 311	-13,13
.Sur immobilisations : dotation aux dépréciations						
.Sur actif circulant : dotation aux dépréciations						
.Pour risques et charges : dotation aux provisions						
(-)Engagements à réaliser sur ressources affectées	86 000	51,02			86 000	N/S
Autres charges	3 356	1,99	331	0,18	3 025	913,90
Total des charges d'exploitation (I)	548 583	325,47	398 154	219,02	150 429	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Déficit transféré (II)						
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (III)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (IV)						
Participation des salariés aux résultats (V)						
Impôts sur les sociétés (VI)						
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	548 583	325,47	398 154	219,02	150 429	37,78
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT			21 501	11,83	-21 501	-100,00
TOTAL GENERAL	548 583	325,47	419 655	230,84	128 928	30,72

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Préambule

Objet Social de l'Association :

- le contrôle judiciaire à caractère socio-éducatif prévu par l'article 137 du Code de Procédure Pénale,
- l'aide aux victimes d'infraction,
- les enquêtes sociales prévues par les Articles 41 (alinéa 6) et 81 (alinéa 7) du Code de Procédure Pénale et les enquêtes de personnalité prévues par l'article 81 (alinéa 6) du Code de Procédure Pénale,
- la médiation pénale Article 41-1- 5° du Code de Procédure Pénale,
- le classement sous condition Article 41-1-2° du Code de Procédure Pénale,
- le sursis avec mise à l'épreuve prévu par l'article 471 du Code de Procédure Pénale,
- l'exécution des peines de sanction réparation prévue par l'article 121 alinéa 4 du Code de Procédure Pénale.

D'une manière générale, l'Association mettra tous les moyens susceptibles de conduire à la réalisation des objectifs ci-dessus, y compris en élaborant ou en négociant les conventions s'inscrivant dans son objet.

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 396 283,57 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 2 682,90 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 23/05/2024.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les montants sont exprimés en Euro.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients et usagers, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients et usagers font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.4 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	77 925			77 925
Immobilisations financières	1 400			1 400
TOTAL	79 325			79 325

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	15 812	5 207		21 019
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	21 126	3 457		24 583
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	36 938	8 664		45 602
TOTAL GENERAL (I+II)	36 938	8 664		45 602

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	1 400		1 400
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	75 729	75 729	
Autres créances	40 050	40 050	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	117 179	115 779	1 400

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	38 976
Autres produits à recevoir	960
TOTAL	39 936

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	207 925	21 501			207 925
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	21 501	-21 501	-2 683		-47 403
Dont générosité du public					
Situation nette	229 426		-2 683		160 522
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	229 426		-2 683		160 522
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	12 336	12 336		
Dettes fiscales & sociales	43 652	43 652		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	220	220		
Produits constatés d'avance	113 333	113 333		
TOTAL	169 541	169 541		

4.3 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	12 336
Dettes fiscales & sociales	23 296
Autres dettes	
TOTAL	35 632

5 - Notes sur le compte de résultat**5.1 - Subventions de fonctionnement**

Ministère de la Justice hors bureau d'aide aux victimes : 108 571,84 €

Ministère de la Justice bureau d'aide aux victimes AV : 17 000,00 €

Association de Réinsertion Sociale du Limousin CPCA : 36 166,77 €

Caisse Allocations Familiales - action sociale : 2 000,00 €

Région Nouvelle-Aquitaine "mesures de revalorisation salariale aux professionnels exerçant dans les associations du champ des droits des femmes" : 1 027 €

Préfecture de la Corrèze FIPDR , accompagnement des mineurs victimes de violences conjugales : 15 000,00 €

Préfecture de la Corrèze - prise en charge de l'hébergement et l'accompagnement des auteurs de violences conjugales CPCA : 25 000,00 €

Département Corrèze : 3 000,00 €

Région Nouvelle Aquitaine "justice et problématiques addictives" MILDECA : 4 000 €

Ministère de la Justice MILDECA : 43 000,00 €

Région Nouvelle-Aquitaine emploi associatif poste psychologue clinicien : 7 000 €

Royal Canin : 7 309,05 €

Subventions communes :

Communauté de Communes Vézère Monédières Millesources : 500,00 €

Ville de Brive : 500,00 €

Ville de Tulle : 300,00 €

Ville d' Ussel : 500,00 €

Ville de Brive : 223.45 € (mise à disposition gratuite Salle du Pont du Buy).

6 - Autres informations

6.1 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite (non couverts par une assurance).

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 6 827 euros.

ils ont été évalués en fonction de la convention collective de l'Association catégories cadres et non cadres selon les paramètres suivants :

- départ à la retraite : 64 ans
- augmentation annuelle des salaires : 1 % constant
- taux de rotation : 0 %
- taux de ccharges patronales : 35 % non cadres, 50 % cadres.

6.2 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non Cadres	4	
TOTAL	6	0